

La croissance ou le progrès ?

CHRISTIAN COMELIAU

La croissance ou le progrès ?

Croissance, décroissance,
développement durable

ÉDITIONS DU SEUIL
27 rue Jacob, Paris VI^e

« ÉCONOMIE HUMAINE »

Par « Économie humaine », nous entendons exprimer l'adhésion à une finalité et à une méthode. La seule finalité légitime de l'économie est le bien-être des hommes, à commencer par celui des plus démunis. Et, par bien-être, il faut entendre la satisfaction de *tous les besoins* des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la santé, le loisir, la qualité de l'environnement, le bien-être des générations futures, etc.

Corollaires de cette finalité, les méthodes de l'économie humaine ne peuvent que s'écarter de l'économisme et du scientisme de l'économie mathématique néoclassique qui a joué un rôle central au ^{xx}e siècle. L'économie humaine est l'économie d'un *homme complet* (dont l'individu maximisateur de valeurs marchandes sous contrainte n'est qu'une caricature), d'un homme qui inscrit son action dans le temps (et donc l'histoire), sur un territoire, dans un environnement familial, social, culturel et politique ; l'économie d'un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l'échange, mais aussi par l'habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.

L'économie humaine est donc une économie historique, politique, sociale, et écologique. Elle ne dédaigne pas l'usage des mathématiques comme un langage utile à la rigueur d'un raisonnement, mais refuse de cantonner son discours aux seuls cas où ce langage est possible. Au lieu d'évacuer la complexité des sociétés humaines (qui ne se met pas toujours en équations), l'économie humaine s'efforce de tenir un discours rigoureux intégrant la complexité, elle préfère la pertinence à la formalisation, elle revendique le statut de *science humaine*, parmi les autres sciences humaines, et tourne le dos à la prétention stérile d'énoncer des lois de la nature à l'instar des sciences physiques.

Le projet de l'économie humaine est un projet ancien, tant il est vrai que nombre des fondateurs de la science économique ont pensé celle-ci comme une science historique, une science sociale, une science morale ou encore psychologique. Mais ce projet est aussi un projet contemporain qui constitue le dénominateur commun de bien des approches (post-keynésiens, institutionnalistes, régulation, socioéconomie, etc.) et de nombreuses recherches (en économie du développement, de l'environnement, de la santé, des institutions ; en économie sociale, etc.).

Nous nous proposons d'accueillir ici les essais, les travaux théoriques ou descriptifs, de tous ceux qui, économistes ou non, partagent cette ambition d'une économie vraiment utile à l'homme.

Jacques Généreux

ISBN 2-02-084830-9

© ÉDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 2006

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Avant-propos

«Quand l'homme confond le mal et le bien, c'est que les dieux poussent son âme dans la plus désastreuse erreur, et il lui faut alors bien peu de temps pour le connaître, le désastre !»

SOPHOCLE, *Antigone*, v. 622-625

La croissance économique est la hantise de notre temps.

Vous êtes responsable d'un pays pauvre ? Accélérez donc la croissance du revenu national. Votre pays est lourdement endetté ? Vous ne pouvez remplir vos obligations de remboursement que grâce à un supplément de croissance. Pourquoi l'Inde et la Chine sont-elles aujourd'hui en train de s'imposer comme de grandes puissances, au moins potentielles ? Voyez leurs performances de croissance dans la dernière décennie. Les inégalités déchirent la société qui vous entoure ? Commencez donc par agrandir le gâteau à partager. Les pouvoirs publics manquent de ressources ? Qu'ils pensent d'abord à élargir la base fiscale en favorisant l'activité productive. Les actionnaires de votre entreprise réclament une meilleure rémunération ? Veillez donc à mieux remplir votre carnet de commandes. Vous voulez une augmentation des salaires et une consommation plus satisfaisante ? La croissance de l'activité productive est la seule réponse possible à vos demandes. Vous cherchez un emploi et vous n'en trouvez pas ? Soyez patient, les entreprises attendent désespérément la reprise de la croissance. L'environnement naturel et le capital de ressources se dégradent dangereusement ? Il n'y a pas d'autre solution que d'accélérer la productivité et la production globales pour créer de nouvelles ressources au service des politiques d'environnement.

Il y a plus de deux siècles que ces questions et ces réponses stéréotypées se sont introduites, d'abord silencieusement puis avec un fracas de plus en plus assourdissant, dans l'esprit des collectivités humaines, de leurs dirigeants, de leurs entrepreneurs, de leurs populations. Elles se sont considérablement intensifiées aujourd'hui, au point de devenir la préoccupation la plus fréquente des débats publics – ceux des politiques, mais également ceux des médias –, et aussi l'ambition la mieux partagée entre tous les pays de la planète, indépendamment de leur niveau actuel de richesse. Même s'il apparaît évident qu'en vérité les gens veulent aussi autre chose, qu'ils continuent à rêver ou à errer sans but, à s'aimer ou à se haïr, à combattre désespérément la solitude ou l'enfermement ; même s'il n'est que trop clair que notre monde se déchire avant tout pour des motifs de dignité des personnes et des peuples, pour des raisons d'idéologie et de religion, pour des revendications de liberté individuelle et collective ; même si toutes ces préoccupations n'ont rien à voir, a priori, avec l'augmentation de l'activité productive, la croissance économique est devenue et demeure l'impératif catégorique absolu de notre temps.

Il faut évidemment se demander pourquoi, et comment, il en est ainsi ; mais, plus important, il faut se demander si ces réponses sont de véritables réponses, si la croissance tient vraiment ses promesses au regard de ces exigences multiples, et à quel prix elle y parvient ; et, plus fondamentalement encore, si l'augmentation indéfinie de la production, du revenu et de la richesse constitue bien le critère exclusif de ce « progrès social » à long terme dont nos sociétés ont découvert – au moins depuis les Lumières – qu'il était non seulement désirable et possible, mais qu'il correspondait au destin même de l'espèce humaine. Le terme de « progrès social », notons-le, n'est pas proposé ici pour se distinguer du « progrès économique » : il est employé dans son sens le plus général – on pourrait dire : « progrès sociétal » – et désigne l'idée selon laquelle la société de demain peut être meilleure que la société d'aujourd'hui.

Ce sont ces interrogations qui forment l'objet de cet ouvrage. D'abord pour comprendre la signification de ce critère unique de progrès que prétend être la croissance économique, ce qu'il contient et ce

qu'il ne contient pas, quels sont les avantages qu'il comporte mais aussi quels sont les coûts qu'il entraîne, et pourquoi il en est ainsi. Ensuite pour tenter de construire une réponse aux interrogations soulevées qui soit moins sommaire, mais qui soit aussi politique, c'est-à-dire concrète, adaptée aux exigences réelles des sociétés, et qui ne soit pas seulement le fruit d'un raffinement de débats académiques. Or une réponse qui refuse à la fois le simplisme et l'académisme est sans doute bien plus difficile à trouver qu'on ne le croit, justement parce qu'elle se heurte à la fois à une réalité complexe et à un débat biaisé.

Complexité de la réalité, tout d'abord. Ce sont nos sociétés elles-mêmes qui sont devenues extraordinairement complexes, par leurs dimensions, par la variété de leurs aspirations, par l'intensité de leurs liens, par le développement sans précédent de leurs technologies, et aussi par l'extrême gravité des problèmes de viabilité qu'elles affrontent, au moins au sein de leurs fractions les plus défavorisées. Et l'on peut comprendre d'emblée les difficultés et les exigences associées à une telle complexité: la nécessité d'une vision d'ensemble et d'un raisonnement global, souvent sacrifiée à la technicité que l'on croit indispensable à un tel débat; l'impossibilité d'une solution technocratique « objective » et indiscutable, et l'exigence d'un débat politique concernant les choix de cette société à propos de son propre avenir; les contraintes que vont constituer les conflits d'intérêts particuliers, surtout lorsque ceux-ci s'appuient sur des justifications idéologiques et sur de puissants appareils institutionnels. Ces difficultés et ces exigences se trouvent encore accrues par le processus de globalisation qui caractérise notre époque.

Face à cette complexité, le débat – ou l'absence de débat – entre les intérêts dominants présente un aspect particulièrement biaisé, en raison des stéréotypes dont il vient d'être question. L'immense majorité des responsables politiques et économiques, s'appuyant sur l'immense majorité des économistes et autres techniciens, ainsi que sur une opinion publique qu'ils ont réussi à conquérir de manière presque unanime, tient un discours unilatéral en faveur de la poursuite indéfinie de la croissance globale, considérée comme l'instrument principal et même le critère quasi exclusif du progrès des

sociétés. Les précautions oratoires dont ce discours s'entoure, lorsqu'il paraît tenir compte du développement ou de l'équité, voire de l'environnement, demeurent trop ambiguës pour en changer le sens ; et même si ce discours se présente le plus souvent comme un programme de court terme, l'absence de référence à toute autre dimension du progrès à long terme oblige à considérer que la première période de court terme sera suivie inévitablement d'une deuxième qui lui sera semblable, puis d'une troisième... et ainsi de suite à l'infini : dans cette perspective, le long terme n'est donc rien d'autre qu'une succession indéfinie de courts termes.

Il y a cependant une minorité d'économistes, de philosophes, de scientifiques, aujourd'hui suivis par quelques associations et même quelques véritables mouvements sociaux, pour soutenir la thèse inverse : la croissance est impossible dans la longue durée, il faut adopter un rythme de croissance nulle (Halte à la croissance est le titre de la traduction française du célèbre premier rapport au Club de Rome, paru en 1972) ; et pour certains penseurs aussi audacieux qu'isolés (Nicholas Georgescu-Roegen et Herman Daly, qui se sont également fait connaître dans les années 70, demeurent les plus fameux d'entre eux), il est même devenu indispensable d'organiser la « décroissance », au moins dans les sociétés industrielles avancées. Dans les années les plus récentes, cette dernière thèse a été reprise avec plus ou moins de rigueur par certains courants « altermondialistes », notamment dans les milieux francophones sous le nom de « l'après-développement ».

Pour des raisons de clarté, je préfère annoncer immédiatement ma position dans ce débat. Je ne crois personnellement ni possible, ni souhaitable, de maintenir la maximisation indéfinie du taux de croissance globale de l'économie comme critère unique du progrès social généralisé ; mais je ne crois pas davantage qu'il soit possible, ni désirable, d'organiser une décroissance indéfinie de cette économie globale. Cette position revient en somme à nier la légitimité, dans une politique de développement ou de progrès social, d'un raisonnement axé sur le taux global et indéfini de croissance de la production ou du revenu, qu'il soit positif ou négatif, et donc à essayer

de lui substituer « autre chose ». Les arguments en faveur de cette thèse et l'esquisse de propositions pour la traduire en pratique feront l'objet des chapitres suivants, le premier d'entre eux étant consacré à une présentation de la problématique d'ensemble.

Je voudrais cependant me défendre dès à présent contre une accusation trop facile de « compromis » entre deux thèses radicalement opposées. Je ne crois nullement au compromis dans un tel domaine, je crois au contraire à la nécessité de solutions radicales. Mais « radical » n'est pas synonyme de « simpliste », et c'est pourquoi je viens d'insister sur la complexité de notre monde. Je suis convaincu que ce monde est devenu trop complexe pour se prêter à des modes d'organisation qui puissent se résumer à travers un slogan unidimensionnel tel que celui de la croissance ou de la décroissance. Je crois même qu'il faut aller plus loin : je pense que cet unanimisme autour de la croissance, et aussi ce début de conflit encore bien confus concernant cet unanimisme, ne peuvent pas déboucher sur des solutions réalistes et politiquement viables, parce que ce problème est posé dans des termes inadéquats. C'est donc notre approche conceptuelle et théorique de l'économie et de la réalité sociale qui va devoir, progressivement, faire l'objet d'une transformation profonde. Cette conviction m'a conduit à insister sur les dimensions méthodologiques de cette réflexion, et donc sur certaines notions théoriques qui peuvent paraître d'accès difficile : mais je ne l'ai fait que dans la mesure où cette dimension me paraissait conditionner le débat citoyen, et non pas le seul débat académique. Or l'époque que nous vivons se caractérise, peut-être plus que toute autre, par la prédominance écrasante d'une école de pensée économique, celle que l'on désigne comme néoclassique, ou plutôt comme néolibérale : cette prédominance ne s'observe pas seulement dans les milieux académiques, elle exerce une influence considérable auprès des dirigeants de la vie économique et politique, ainsi que dans les médias. Lorsque je parle des insuffisances actuelles de la théorie économique, je ne prétends évidemment pas stigmatiser l'ensemble des économistes du passé et du présent ; c'est essentiellement à la prédominance de cette école que je me réfère, ainsi qu'aux tensions et aux périls de la situation historique mondiale qui en découle.

Cette transformation de notre approche de la réalité sociale, et celle de nos comportements individuels et collectifs sur laquelle elle débouche, constituent un défi gigantesque pour notre temps. Ce défi appelle un examen urgent, si nous voulons éviter les périls les plus graves, et surtout si nous ne voulons pas renoncer à l'idée même de progrès social ; mais il s'inscrit nécessairement dans la longue – et même la très longue – durée. Il n'y a pas de réponse facile à un tel défi, et il n'est donc pas honnête de faire semblant de connaître une telle réponse.

La tentative de réflexion globale sur la croissance économique qui est proposée ci-dessous se présente donc à la fois comme une contribution modeste, et comme le produit d'une conviction personnelle. Il n'est pas facile d'avancer à contre-courant, surtout lorsque les opinions en présence sont aussi tranchées : cette difficulté explique en partie, je crois, le caractère progressif du raisonnement proposé. Je n'ai d'autre ambition que d'arriver à partager ma conviction avec quelques-uns des lecteurs de ce livre, et de persuader les autres que ce thème mérite en toute hypothèse réflexion.

Je voudrais enfin remercier tous ceux qui m'ont aidé dans l'élaboration de ce travail, et tout particulièrement Jacques Généreux, Jacques Grinevald et Jean-Marie Harribey, ainsi que Pierre Dunand pour son appui dans la mise au point technique du manuscrit final.

Problématique générale de la croissance

Une préoccupation omniprésente

La croissance économique, mesurée par le taux d'augmentation de l'agrégat comptable du PIB (produit intérieur brut)¹, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies nationales de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

Sur le plan économique, le taux de croissance globale est supposé offrir une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs assignés aux politiques : augmentation des revenus du travail et du capital, et par là accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de la base pour la mobilisation des prélèvements collectifs nécessaires au développement des services

1. Dans la définition classique de la comptabilité nationale, le PIB correspond à la somme des valeurs des biens et des services issus de la production d'unités résidant à l'intérieur d'un territoire, et qui sont disponibles pour des emplois finals (la consommation, la formation de capital, l'exportation, la constitution de stocks). Il ne comprend pas les biens et services intermédiaires exigés par ces productions : c'est en ce sens qu'il correspond à une somme de « valeurs ajoutées ». On peut aussi calculer un agrégat global à partir des revenus distribués ; mais le « revenu national » ne comprend pas les revenus distribués aux non-résidents, par exemple les dividendes perçus par des actionnaires étrangers. Pour un exposé simple de l'essentiel de ces notions, voir par exemple PRIOU, 1990.

publics et de la protection sociale ; affirmation de la puissance économique des États (et par là de leur influence politique ou même militaire) vis-à-vis des autres États et des collectivités extérieures ; et, plus globalement, accumulation de richesse et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à longue échéance.

En d'autres termes, la croissance du PIB apparaît effectivement comme une condition première de l'amélioration des principaux éléments constitutifs du domaine économique :

- la *consommation*, puisqu'elle accroît la quantité de biens et de services offerts sur le marché à l'ensemble des consommateurs individuels, et qu'elle assure aussi le financement des équipements et des services publics dont dépend la consommation collective ;

- l'*appareil de production*, directement puisqu'elle en mesure la performance à travers l'agrégation des valeurs ajoutées à chaque étape de la production, mais aussi indirectement puisqu'elle assure à l'ensemble de l'appareil productif les équipements et les approvisionnements dont il a besoin, ainsi que ses possibilités de débouchés ; elle ouvre ainsi les perspectives de profit qui vont motiver les producteurs et les investisseurs, et les perspectives d'emploi rémunérateur pour ceux qui veulent s'assurer un revenu en vendant leur force de travail à l'appareil de production ;

- les *échanges extérieurs* dans le commerce international de marchandises, de services et de capitaux ; la croissance assure ainsi la perspective de revenus en devises, et donc la possibilité de recourir aux approvisionnements et aux opportunités des marchés extérieurs ; elle assure aussi, plus largement, la compétitivité et la puissance recherchées par chacun des acteurs dans un système de relations internationales axé sur la maximisation du profit et sur une ouverture maximale à l'échange ;

- l'activité des *pouvoirs publics* eux-mêmes, qui ne peut être financée que par un accord collectif prévoyant des prélèvements réguliers sur l'activité marchande, et dont les ressources sont donc conditionnées par la croissance de cette activité marchande ;

- quant aux modalités de la *répartition* du produit et du revenu – à travers la rémunération du facteur capital et du facteur travail, en particulier –, on peut considérer, certes, qu'elles ne sont pas directe-

ment commandées par le taux de croissance ; mais il reste qu'un rythme plus élevé d'augmentation des ressources à partager facilite la négociation sur ce partage, alors que sa réduction risque de figer les positions acquises ;

- enfin et de manière plus générale, la croissance va favoriser la *réduction de divers déséquilibres* ; elle facilite notamment la gestion des équilibres macroéconomiques fondamentaux, tels que ceux de la balance des paiements et des finances publiques.

La dimension économique revêt aujourd'hui une importance centrale dans la conception dominante du progrès *général* des sociétés ; mais c'est bien de ce progrès général dont on parle ici, et que l'on désignera sous le terme de « progrès social » ou « sociétal » (et non pas, selon une habitude trompeuse devenue courante, en opposant un progrès « social » à un progrès « économique »). En tenant compte de cette importance centrale attribuée à la dimension économique, on constate que le taux de croissance globale est devenu la mesure la plus courante du progrès général d'une société, dans le passé comme pour l'avenir, tant aux yeux des pouvoirs publics et des entreprises qu'à ceux des consommateurs individuels ou des acteurs représentant les divers groupes sociaux. On en trouve un témoignage saisissant dans la fréquence des références à cette croissance dans le discours des responsables politiques – quel que soit leur niveau de responsabilité, et surtout quelles que soient leurs idéologies et même la plupart du temps leurs appartenances politiques –, et bien entendu dans les commentaires et opinions diffusés quotidiennement par les médias. Ce dernier fait est, à la réflexion, particulièrement surprenant : en quoi l'homme de la rue, c'est-à-dire l'immense majorité des citoyens, peut-il et doit-il se sentir à ce point concerné dans sa vie quotidienne par un indicateur aussi abstrait ? Il n'en reste pas moins que ce taux de croissance et ses variations demeurent au cœur des préoccupations et des échanges politiques, sociaux et économiques de la plupart des sociétés « modernes ».

Pour permettre l'identification plus précise des éléments principaux de ce phénomène social étonnant, ainsi que de l'action politique qu'il appelle, le premier chapitre de cet ouvrage va dresser un

tableau d'ensemble de « la problématique de la croissance », c'est-à-dire de l'image globale qu'elle donne de notre monde, de ses aspirations et de son mode de fonctionnement.

Une conception très particulière du progrès social

Premier élément de ce tableau d'ensemble : l'identification des caractéristiques essentielles du « progrès social » recherché par nos sociétés, puisque c'est ce progrès que l'on prétend pouvoir synthétiser par l'indicateur agrégé du taux de croissance du PIB. On va en souligner trois, qui se rattachent au « système mondial » né de la domination occidentale et en expansion depuis quatre ou cinq siècles : la philosophie individualiste sur laquelle il se fonde, son économisme productiviste, et l'importance qu'il accorde aux mécanismes du marché. Ces caractéristiques se sont trouvées récemment renforcées dans le cadre de la « mondialisation » ou de la « globalisation ».

L'émergence de l'*individu* par rapport à la collectivité, surtout à partir de la philosophie des Lumières, représente un trait essentiel de la société occidentale au sein de laquelle va se développer l'organisation de l'économie moderne. C'est cet individualisme qui va marquer les théories fondatrices de l'économie, à commencer par celle d'Adam Smith² pour qui l'intérêt général ne peut résulter que de l'addition des intérêts particuliers et de leur arbitrage par la « main invisible » de la règle du marché. D'où l'institution de l'appropriation privative des « utilités³ » dans l'échange marchand, mais aussi la règle de la rivalité entre acteurs individuels, promue au rang de norme principale des relations sociales et formalisée dans le modèle de la « concurrence parfaite ». C'est cet individualisme que l'on va retrouver dans les tentatives de mesure du progrès de l'intérêt général. Les inventeurs de la comptabilité nationale n'ont fait que reconnaître ce mécanisme du marché et sa traduction dans la formation du

2. L'ouvrage principal d'Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, a paru en 1776.

3. Au sens de « biens et services susceptibles de répondre à des besoins ».

système des prix, qui résulte bien de l'addition des offres et des demandes des acteurs individuels plutôt que de l'expression d'une offre collective ou d'une demande « sociale ».

L'*économisme* ne désigne pas seulement la présence de préoccupations économiques – indispensables à toute société complexe confrontée à la rareté –, mais plutôt le caractère dominant de ces préoccupations, voire l'obsession utilitariste qu'elles engendrent, dans la culture et les comportements sociaux. Les sociétés modernes paraissent fascinées par l'augmentation de la richesse, et surtout de la richesse individuelle; mais comme elles expriment cette richesse sous une forme essentiellement monétaire, elles sont préoccupées de la valeur totale attribuée à cette richesse plutôt que de la pluralité de ses dimensions et de ses composantes. Dans leur évolution, elles se sont soumises sans cesse davantage à l'emprise mimétique d'un modèle de consommation homogénéisateur, et celui-ci a fini par résumer l'ensemble de leurs préoccupations de bien-être et de pouvoir. Ce modèle, historiquement né en Occident, a d'abord privilégié les composantes matérielles de ce bien-être et de ce pouvoir, sous la forme d'une multiplication des biens matériels. Le productivisme peut s'expliquer, au départ, par la nature des besoins les plus élémentaires (la nourriture, le vêtement, le logement, l'hygiène...), dont les conditions de réalisation sont principalement matérielles. Il s'est ensuite progressivement diversifié; et il a pris quelque distance avec ces composantes matérielles – sans jamais pouvoir s'en détacher réellement –, de telle manière que la richesse et le bien-être ne s'apprécient plus seulement en termes de biens matériels, mais aussi en termes de services rendus. Reste que d'autres besoins ou aspirations de l'homme, plus éloignés des composantes matérielles – comme le besoin de reconnaissance, d'amour ou de transcendance – ne se trouveront guère pris en considération dans ce système « économique ».

Qu'il s'agisse de biens ou de services, les « utilités » recherchées à travers l'activité économique présentent au moins deux caractéristiques communes qui les rattachent à une conception d'ensemble. En premier lieu, le fait qu'elles demeurent prioritairement « individuelles »: cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de biens collectifs, certes, mais que ces biens ou services collectifs, quand ils existent,

jouent essentiellement un rôle d'instrument au service de la consommation individuelle. Si le destinataire est d'abord individuel, l'appropriation privative de ces utilités apparaît comme la forme la plus normale de leur mise à disposition : je dois acquérir ce que je prétends consommer. En second lieu, même si les services sont moins directement liés à un substrat matériel que les biens, la monétarisation qui accompagne nécessairement la diversification de l'économie en permet aussi la quantification et la mesure. Le résultat de ces deux caractéristiques, c'est un modèle de consommation et de production dans lequel le progrès se traduit sous une forme essentiellement quantitative, et que l'on peut résumer dans la formule « plus = mieux ». La source de la préoccupation de croissance économique n'est pas ailleurs.

La *prédominance des mécanismes du marché* est évidemment liée à ce qui précède, et elle a été renforcée par l'approche qu'ont adoptée les principaux théoriciens fondateurs de l'économie. Ces mécanismes sont en effet adaptés à une économie d'échanges fondée sur la recherche individuelle de l'utilité, sur le caractère divisible des biens et des services considérés désormais comme des « marchandises », et sur leur appropriation privative. Sur cette base, il est facile de comprendre pourquoi les mécanismes marchands essentiels sont ceux de la demande solvable, de la recherche du profit, et de la concurrence.

La règle du marché est celle de la rencontre des demandes et des offres individuelles, bien sûr, mais pas de n'importe quelle offre et de n'importe quelle demande. La demande qui sera prise en considération doit nécessairement être *solvable* (c'est-à-dire assortie d'un pouvoir d'achat lui permettant de payer le prix du marché). Quant à l'offre, elle n'est ni désintéressée, ni « bienveillante » (pour reprendre le terme célèbre d'Adam Smith) ; elle est seulement en quête de *rentabilité*, et même – dans le cadre du capitalisme – de *maximisation indéfinie du profit* qu'elle peut réaliser en répondant à la demande solvable. Cette règle a le mérite de la clarté, elle correspond même dans son principe initial à une exigence économique incontournable (celle de la couverture nécessaire des coûts de production) ; de plus, la réalité concrète démontre souvent l'aptitude de cette règle à inciter les décideurs à l'efficacité dans l'allocation de leurs ressources. Il

reste qu'elle est gravement réductrice de cette réalité, dans la mesure où elle ne tient pas compte des besoins collectifs et des besoins individuels non solvables. L'ensemble des rapports entre richesse, production et allocation des facteurs va devoir être revu sous l'éclairage de la généralisation du critère du marché dans l'organisation économique. Et cette règle ne se limite pas aux besoins de consommation, elle s'étend aux marchés des facteurs de production, en particulier à celui du travail et du capital, inclus tous deux dans le système des « marchandises ». Dans ces conditions, l'accès au travail rémunérateur n'est pas l'expression d'un droit imprescriptible de tous à participer à la production et à la consommation des richesses créées collectivement, mais il est soumis à une exigence de rentabilité appréciée par l'entrepreneur. Quant au capital, la généralisation du marché et la préoccupation capitaliste de l'accumulation du profit vont lui donner une dimension financière prédominante, soumise à l'appropriation privative. Celle-ci va notamment traduire sa recherche de rentabilité dans le prêt à intérêt, c'est-à-dire la pratique d'un prêt qui devra être remboursé non seulement comme un capital, mais avec un supplément correspondant à la rémunération du propriétaire du capital ; or c'est précisément cette exigence d'un supplément, ou intérêt, qui va pousser le propriétaire du capital à la croissance de la production pour lui permettre de financer le règlement des intérêts. La règle de la rentabilité marchande constitue donc une incitation qui vise non seulement à une allocation productive des ressources, mais aussi à un supplément indéfini de production. Une fois de plus, se trouve ainsi renforcée, par la règle même du marché, l'idée de l'assimilation du progrès dans la satisfaction des besoins à une croissance indéfinie de la quantité des marchandises produites.

Les caractéristiques relevées ci-dessus sont celles du système mondial d'origine occidentale, depuis son émergence progressive à partir de la Renaissance et, surtout, depuis son expansion à partir de la révolution industrielle. Cependant, ces caractéristiques ont connu une accentuation spectaculaire depuis deux ou trois décennies, dans le cadre de ce que l'on a appelé la « mondialisation » ou la « globalisation ». Ce phénomène est considéré ici dans ses dimensions écono-

miques, qui n'épuisent évidemment pas sa réalité : sous cet angle, il se traduit par des transformations accélérées dans les technologies (en particulier celles des transports et des communications), et plus généralement dans le volume et le rythme d'accroissement des échanges mondiaux de biens et de services. Mais en accroissant ces échanges sur une base qui reste principalement marchande, la globalisation accroît aussi l'importance pratique des règles du marché et de leurs conséquences sur la planète. C'est la solvabilité qui va commander la satisfaction ou la non-satisfaction des besoins exprimés sur le marché mondial, quel que soit leur degré d'urgence sociale objective : l'affamé ne peut manger que s'il paie sa nourriture. C'est l'ensemble des ressources productives mondiales qui va être mis au service de la maximisation du profit et soumis à la règle de la compétition généralisée. Et c'est en fonction de cette généralisation progressive des critères marchands que vont se dessiner les zones de concentration des coûts et des avantages du système mondial, et aussi les zones d'exclusion et de marginalisation par rapport à ce système.

Les conséquences de l'organisation économique dominante atteignent ainsi, pour la première fois dans l'histoire, une dimension véritablement mondiale. Cette dernière va se traduire notamment dans la formulation des enjeux de cette organisation : on va parler d'équilibre géopolitique et de terrorisme planétaire, de danger global de réchauffement du climat et de risques nucléaires, de difficultés prévisibles dans l'approvisionnement en eau et en énergie pour toute la planète, mais aussi de taux de croissance de la population ou de la production mondiale, et même de lutte mondiale contre la pauvreté. En même temps, face à ces enjeux et ces perspectives, on découvre que la globalisation accroît à la fois les moyens disponibles et les difficultés à résoudre. On voit mal, en effet, comment on pourrait promouvoir l'accroissement indéfini du niveau de vie dans une partie privilégiée du monde, tout en prêchant l'acceptation de la misère, l'austérité et l'« ajustement structurel » pour tout le reste de la planète ; ou encore comment on pourrait maintenir un discours démocratique dans un monde de plus en plus nettement dominé par la technocratie d'une minorité et par l'aggravation vertigineuse des inégalités de pouvoir.

Mais tel est bien notre monde : c'est donc à ce monde que les maîtres du système mondial vont continuer d'imposer, faute de mieux, le mot d'ordre d'une croissance illimitée...

La croissance globale est-elle significative de bien-être ?

Cependant, au moment même où cet impératif est proclamé, les doutes se multiplient sur sa signification réelle en termes de progrès social et de bien-être. La maximisation du taux de croissance globale est mise en question en tant que critère synthétique de décision, tant pour les politiques de développement à moyen et long terme que pour les stratégies de gestion des économies à plus court terme.

On peut facilement admettre, certes, que toute vue d'ensemble exige un calcul agrégé, et donc que le recours à une unité de compte commune est inévitable : faute de pouvoir additionner des pommes de terre, des ordinateurs et des voyages touristiques, on est bien obligé d'en exprimer la « valeur » par le truchement d'une évaluation monétaire, elle-même inspirée des prix observables sur le marché. Nécessité technique, soit : mais au prix de quelles déformations du sens commun ? Or les doutes qui naissent spontanément de l'incompréhension des exigences techniques se trouvent renforcés par de multiples sources. Et d'abord par la diffusion des résultats d'études plus ou moins sophistiquées qui essaient d'apprécier, au niveau global, la mesure du progrès social ainsi proposée : les indications fournies par les taux de croissance de la production ou du revenu global sont fréquemment démenties par celles qui résultent d'une mesure plus directe des composantes concrètes de ce progrès (les pays les plus riches n'ont pas nécessairement le meilleur niveau de santé et d'éducation, par exemple, ou le degré le plus élevé de stabilité sociale ou politique). Les exemples les plus connus de ces études sont, depuis 1990, les « Rapports sur le développement humain » du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), et l'« indice de développement humain » (IDH) qu'ils ont mis au point ; ou encore l'ISS (indice de santé sociale) calculé aux États-Unis, qui se dégrade

alors que la croissance économique se poursuit⁴. Mais les doutes sur la pertinence de ces indicateurs globaux se trouvent aussi renforcés par de multiples expériences plus immédiatement et plus directement vécues par les citoyens d'une collectivité, dans leur perception de la différence entre deux périodes de leur vie par exemple. Ou plus simplement parce que, en dépit de ce qu'ils entendent dire sur les performances globales de l'économie, ces citoyens ne réussissent pas eux-mêmes à s'y insérer de manière satisfaisante, soit parce qu'ils n'y ont pas trouvé d'emploi rémunérateur, soit parce qu'ils n'ont pas un accès suffisant à des services publics qu'ils jugent essentiels (une école pour leurs enfants, un approvisionnement décent en eau potable, ou encore des infrastructures de transports). Doutes encore accrus par les questions et les prises de conscience qui se répandent dans le grand public : est-il vrai que les catastrophes naturelles telles qu'un séisme ou une inondation, voire une augmentation des accidents de la route, se traduisent mécaniquement par une accélération de la croissance économique, en raison des réparations auxquelles elles obligent ? Est-il normal que la production d'armes ou de drogues soit comptabilisée dans le PIB au même titre que celle des aliments de base ou de la construction de logements ?

Le citoyen constate alors que, sous le prétexte à première vue légitime des nécessités de l'agrégation comptable, les calculs additionnent des éléments qui ne sont guère additionnables. Ou au moins d'une nature tellement hétérogène que leur contribution au bien-être d'une collectivité ne peut évidemment pas s'apprécier à ce seul niveau d'agrégation et de généralité, indépendamment de leur nature et de leur répartition. Le citoyen découvre, en outre, que de très nombreux éléments incontestables de ce bien-être ou de ce mal-être (le travail des mères de famille, par exemple, la convivialité des relations sociales ou la proportion de miséreux dans la population totale) échappent presque totalement à ce mode d'évaluation. Mais les comptables rétorquent qu'un calcul global imparfait est préférable à un calcul plus complet qui ne pourrait jamais aboutir...

Il faudra revenir sur les avantages et les inconvénients d'une telle

4. Ces indicateurs seront exposés et discutés au chapitre 8.

DANS LA MÊME COLLECTION

Les Systèmes de santé
Analyse et évaluation comparée dans les grands pays industriels
par Denis-Clair Lambert

Les Impasses de la modernité
Critique de la marchandisation du monde
par Christian Comeliau

Le Commerce des promesses
Petit traité sur la finance moderne
par Pierre-Noël Giraud

Vers une démocratie générale
Une démocratie directe, économique, écologique et sociale
par Takis Fotopoulos

Éco-économie
Une autre croissance est possible, écologique et durable
par Lester R. Brown

Les Métamorphoses du monde
Sociologie de la mondialisation
par Dominique Martin, Jean-Luc Metzger et Philippe Pierre

La Chaîne invisible
Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire
par Jean-Pierre Durand

L'Invention du marché
Une histoire économique de la mondialisation
par Philippe Norel
*avec la collaboration de Claire Aslangul, Olivier Bouba-Olga,
Paloma Moreno, et Carina Van Vliet*

La Société malade de la gestion
Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social
par Vincent de Gaulejac

Les Cinq Capitalismes
Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation
par Bruno Amable